

## BRÈVES ÉCONOMIQUES

### DU PROCHE-ORIENT

#### UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION  
(AMMAN, BAGDAD, JÉRUSALEM, LE CAIRE, TÉHÉРАН, TEL-AVIV)

N° 25 – du 15 juin au 22 juin 2023

## ZOOM SUR : LES TERRITOIRES PALESTINIENS FACE À LEURS DÉFIS ÉCONOMIQUES

Les Territoires palestiniens, dont le PIB s'élève à 19 Md\$, sont confrontés à de nombreux défis économiques, en raison notamment des contraintes de l'occupation et des lacunes de gouvernance. Malgré cela, ils parviennent à maintenir une situation économique résiliente. En 2022, le pays a enregistré une croissance économique de +4%, avec une inflation maîtrisée. Le secteur bancaire palestinien est solide, et des efforts ont été déployés pour contenir le déficit budgétaire, qui s'élevait à seulement 0,9% du PIB en 2022, contre 5,2 % en 2021.

### LE CHIFFRE À RETENIR

92%

PART DES EXPORTATIONS  
PALESTINIENNES VERS ISRAËL

L'arrivée d'un nouveau gouvernement en Israël n'a pas apporté de changements significatifs à la situation économique des Territoires palestiniens. Les termes de l'échange restent défavorables pour la partie palestinienne, mais n'ont pas empiré en ce qui concerne les permis de travail, le passage de marchandises, les correspondances bancaires et les règles diverses. Les tensions entre colons israéliens et Palestiniens ont quant à elles augmenté. Or Israël et les Territoires palestiniens restent étroitement intégrés, avec une monnaie commune, la présence de travailleurs palestiniens en Israël (210 000 par jour), une grande part de la production palestinienne exportée vers Israël (92%) et la présence de 800 000 colons israéliens en Cisjordanie.

Les Territoires palestiniens se distinguent par un capital humain important. Près des deux tiers de la population palestinienne a moins de 30 ans. Cette population est relativement bien éduquée, formée et souvent plurilingue. Le taux de scolarisation est élevé, avec 94% dans le primaire, 92% dans le secondaire et 43% dans l'enseignement supérieur. Les jeunes Palestiniens expriment par ailleurs une volonté d'accéder à leurs droits, notamment sur le plan économique. Ils aspirent à entreprendre, se former et se déplacer.

Sur le plan politique, le niveau de confiance en l'Autorité palestinienne est très limité. Les dernières élections prévues en 2021 ont été annulées, renforçant la méfiance de la population. Les salaires des fonctionnaires sont versés de manière irrégulière depuis près de deux ans, entraînant de nombreuses grèves. L'Autorité palestinienne accumule des dettes et des arriérés de paiement importants vis-à-vis du secteur privé et des banques, et la coopération sécuritaire avec Israël semble être son unique préoccupation politique. En parallèle, l'aide budgétaire internationale aux Territoires palestiniens a considérablement diminué ces dernières années.

La fragmentation des trois espaces palestiniens (Cisjordanie, Jérusalem-Est, bande de Gaza) s'accroît sur les plans politique, économique et social. En particulier, la bande de Gaza, sous le contrôle du Hamas depuis 2007, connaît un décrochage économique. Bien que sa population augmente rapidement, le développement est en recul, avec une croissance économique dix fois plus faible que la croissance démographique. Cela entraîne une détérioration continue des conditions de vie, le PIB par habitant s'élevant à moins de 2 000 USD.

Les moteurs de la croissance économique en Palestine résident dans des secteurs tels que la banque, les infrastructures et les énergies renouvelables, la santé, le tourisme, l'agroalimentaire et les nouvelles technologies. Des opportunités commerciales existent pour les entreprises françaises, en particulier dans le secteur de l'eau. La visite du président du MEDEF fin janvier 2023 a eu des retombées positives et a ouvert des perspectives de coopération économique entre la France et la Palestine.

Service Économique de Jérusalem



## ÉGYPTE

### 1. LA SOCIÉTÉ FINANCIÈRE INTERNATIONALE EN SOUTIEN DU PROGRAMME DE PRIVATISATION EN ÉGYPTE.

En vertu d'un accord signé le 19 juin entre la Ministre de la Coopération internationale Rania El Mashat et le directeur général de la Société Financière Internationale (SFI), Makhtar Diop, la SFI, institution de la Banque Mondiale en charge du financement du secteur privé, va apporter au gouvernement égyptien une « assistance technique et un soutien consultatif » dans le cadre du programme de cessions de participations publiques engagé par l'Égypte. L'accord prévoit que la SFI travaillera à l'élaboration d'une stratégie et d'un plan de mise en œuvre du plan de privatisation, à la préparation et la restructuration des actifs en vue de leur vente, à l'amélioration de la gouvernance des entreprises, et à la réalisation des transactions. Pour rappel, le gouvernement a atteint environ 8 % (152,8 M USD) de sa cible de 2 Mds USD à lever via la cession d'actifs publics d'ici la fin juin 2023, conformément aux engagements pris dans le cadre du programme FMI accordé en décembre 2022.

### 2. REVALORISATION DE 11% DU SALAIRE MINIMUM DANS LE SECTEUR PRIVÉ.

La rémunération mensuelle des salariés du secteur privé en Égypte devra au minimum s'élever à 3000 EGP (88,4 EUR) à compter du 1<sup>er</sup> juillet, soit une hausse de 11% par rapport au salaire minimum actuel, d'après une décision du Conseil National pour les salaires. Cette augmentation, qui intervient dans un contexte de forte inflation (+ 32,8 % en g.a. en mai 2023), avait été précédée en janvier 2023 d'une première revalorisation du salaire minimum pour les employés du secteur privé à 2 700 EGP (+12,5%), soit en tout une hausse de +25% sur les six derniers mois. Pour rappel, le salaire minimum dans le secteur privé a été introduit au début de l'exercice 2021-2022 avec un seuil de 2 400 EGP mensuel.

### 3. POINT BUDGÉTAIRE SUR LES 11 PREMIERS MOIS 2022/2023 - DÉFICIT CONTENU À 6,25% DU PIB.

Le ministère des Finances a publié les résultats budgétaires couvrant les 11 premiers mois de l'exercice 2022/23. Si les recettes budgétaires ont enregistré une bonne performance (+ 23,9 %) en raison de la hausse des recettes fiscales, les dépenses ont également fortement augmenté

(+ 29,3 %) sous l'effet principal du poids du service de la dette et de la hausse des subventions accordées par l'État égyptien. Dans ce contexte, le gouvernement a enregistré un déficit global d'environ 6,26% du PIB (contre 5,5 % sur la même période l'an dernier) et un excédent primaire d'environ 1,18 % du PIB (contre 0,91 % du PIB sur l'exercice précédent).

### 4. INAUGURATION DU TERMINAL DU PORT D'ALEXANDRIE OPÉRÉ PAR CMA-CGM.

Le 15 juin 2023, le président égyptien Abdel Fattah El-Sissi a inauguré le terminal polyvalent Tahya Misr opéré par CMA-CM au port d'Alexandrie aux côtés du PDG de l'armateur français Rodolphe Saadé, et des ministres égyptiens des Transports, des Finances et de la Coopération internationale. CMA-CGM avait été retenu en 2021 pour opérer et exploiter ce terminal multimodal en partenariat avec l'entreprise publique Egyptian Group for Multipurpose Terminals. Le terminal Tahya Misr devrait constituer le cœur de la station logistique établie derrière le port d'Alexandrie, avec une capacité annuelle de 12 à 15 millions de tonnes de marchandises.

## IRAK

### 1. RENFORCEMENT DES RELATIONS BILATÉRALES ENTRE L'IRAK ET LE QATAR.

Le Qatar et l'Irak ont signé le 15 juin une série d'accords dans les domaines de l'énergie et des infrastructures lors de la visite de l'Émir Tamim bin Hamad Al Thani à Bagdad. Selon le communiqué des services du Premier Ministre irakien, les accords de coopération signés concernent notamment la fourniture de gaz liquéfié à l'Irak, la création d'une société pétrolière commune et la construction d'une raffinerie de pétrole. Selon la presse locale, trois entreprises qataries (*Urbacon Holding Company*, *Elegancia Healthcare* et *Qatari Investment Holding Company*) et la Commission nationale d'investissement irakienne se seraient également accordées sur différents projets, comprenant la construction de deux centrales électriques d'une capacité totale de 2 400 mégawatts pour un montant de 2,5 Mds USD, le développement de deux "nouvelles villes globales" et la construction de 10 000 chambres dans des hôtels cinq étoiles.



## ISRAËL

### 1. ISRAËL ELECTRIC: PLAN D'INVESTISSEMENT DE 4,8 MDS\$ POUR PRÉPARER L'AVENIR.

Israël Electric Corporation a soumis à l'approbation des ministères des Finances et de l'Énergie un plan d'investissements massifs de 4,8 Md USD sur 2023-2030. Cela concerne 440 projets dont certains correspondent à la mise en œuvre du plan de développement 2018-2022. Amélioration du réseau, nouvelles lignes, enfouissements des lignes à haute tension, ces investissements sont l'expression d'une part de la volonté de progresser vers un réseau adapté à 30% d'électricité d'origine renouvelable (objectif officiel pour 2030) et d'autre part du développement de l'électricité comme énergie dominante dans le fonctionnement de la société. Cette évolution creusera aussi l'écart déjà important avec les réseaux électriques voisins, Palestine et Jordanie notamment. En parallèle IEC a vendu une centrale électrique supplémentaire au secteur privé qui désormais devient majoritaire dans la production électrique nationale.

### 2. INDUSTRIE DE DÉFENSE ISRAËLIENNE.

Les exportations israéliennes d'équipements de défense ont dépassé les 12,3 Mds EUR en 2022 (1 Md de plus qu'en 2021), c'est un doublement en moins de dix ans. La tendance demeure très positive notamment en raison des commandes des pays européens qui relancent leurs programmes militaires. Certains contrats avec les pays signataires des accords d'Abraham permettent aussi de développer le marché des équipements israéliens. Après la Tech, l'industrie de défense est probablement la deuxième source de valeur ajoutée pour l'économie israélienne.

### 3. RAPPORT FMI: PERFORMANCES ÉCONOMIQUES ET DÉFIS SUR LE LONG TERME.

Le 12 juin a été examiné le rapport du FMI sur l'économie d'Israël (Titre IV). Cet exercice annuel intervient dans un climat politique israélien contrasté. Le rapport souligne d'une part les bonnes performances de l'économie israélienne (baisse de la charge de la dette, plein emploi, déficit maîtrisé, etc.) et d'autre part les défis de long terme auquel le pays doit faire face, c'est-à-dire une croissance démographique importante (problèmes éducatifs et de logement, efforts nécessaires sur les

infrastructures) et une dépendance à la High Tech. Dans le climat actuel de ralentissement mondial de la filière Tech et d'incertitudes quant au cadre juridique futur, cette dépendance aux activités d'innovation prend un aspect primordial. Pour 2023 les prévisions de croissance du FMI sont de 2,5%, ce qui annonce un ralentissement marqué (6,5% sur 2022).

### 4. CROISSANCE SPECTACULAIRE DES PROFITS BANCAIRES.

Les cinq banques principales ont réalisé des profits consolidés de 24 Md ILS (6,1 Mds EUR) en 2022, soit une augmentation de +30% sur l'année calendaire. Cette augmentation est liée aux profits exceptionnels réalisés grâce à l'augmentation du taux directeur (4,75% actuellement); la banque centrale estime qu'en effet, les établissements bancaires ont gagné en 2022 de l'ordre de 50 Mds ILS nets uniquement grâce à la hausse des taux. Sur le premier trimestre 2023 le profit des banques lié aux taux d'intérêt est déjà de 6,3 Mds ILS (1,6 Md EUR).

### 5. IMPORTATION DE PRODUITS ISRAËLIENS EN EUROPE.

Depuis le 16 mai, l'Union Européenne a mis en place un système destiné aux importateurs européens de produits venant d'Israël. Il s'agit de s'assurer de leur provenance et donc de leur éligibilité aux préférences commerciales de l'accord d'association liant Israël et l'UE. Seuls les produits élaborés sur le territoire israélien peuvent en effet bénéficier des préférences douanières. [New code Y864 for goods imported into the EU with preferential origin from Israel as from 16 May 2023 | Access2Markets \(europa.eu\)](#)

## JORDANIE

### 1. BANQUE MONDIALE - 250 M\$ POUR LE SECTEUR DE L'EAU EN JORDANIE.

La Banque Mondiale a approuvé un financement de 250 M USD pour améliorer l'efficacité des services de l'eau en Jordanie. Le projet devrait bénéficier à environ 1,6 M de personnes dans le pays. Il inclut la restauration des réseaux de distribution d'eau, l'amélioration de l'efficacité énergétique et le renforcement du système de gestion de la sécheresse. Le financement comprend 200 M USD en prêt de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD) et





50 M USD en dons du Global Concessional Financing Facility (GCFF) qui a pour objectif d'aider les pays à revenus intermédiaires qui accueillent un grand nombre de réfugiés.

## 2. HAUSSE DES RECETTES TOURISTIQUES.

Selon la Banque Centrale de Jordanie (CBJ), les recettes touristiques ont augmenté de 68,4% sur les cinq premiers mois de 2023 par rapport à la même période de 2022. Elles ont atteint 2,8 Mds USD lors des cinq premiers mois de 2023, un niveau supérieur aux recettes de 2019 (pourtant année record en termes de fréquentation touristique), lors du premier semestre de 2019, les recettes touristiques avaient atteint 2,6 Mds USD. Cette hausse résulte d'une croissance de +69 % du nombre de touristes dans le Royaume, leur nombre atteignant 2,48 M lors des cinq premiers mois de 2023. Les dépenses des jordaniens en matière de tourisme ont également augmenté de +48,1 % lors des cinq premiers mois de 2023 et se sont élevées à 696,3 M USD.

## LIBAN

### 1. LES PROFITS D'ARBITRAGE RÉALISÉS GRÂCE À LA PLATEFORME SAYRAFA DÉPASSERAIENT 2,5 MDS\$ SELON LA BANQUE MONDIALE.

Dans son dernier rapport *Lebanon Economic Monitor*, la Banque Mondiale a effectué une analyse détaillée du fonctionnement de la plateforme d'échange électronique *Sayrafa* de la Banque du Liban (BdL). Créée en avril 2020 et ouverte à certaines catégories d'acteurs, elle a permis à la BdL de reprendre la main sur le marché des changes, largement laissé aux changeurs privés depuis l'émergence d'un taux parallèle fin 2019. Cependant, la plateforme s'est aussi révélée être un mécanisme permettant de générer des profits d'arbitrage et de fournir des subventions déguisées aux fonctionnaires, aux importateurs et à certaines sociétés. En effet, l'accès aux devises étrangères à des taux subventionnés aurait permis à ceux qui en bénéficient d'accumuler près de 2,5 Mds USD de profits via des stratégies d'arbitrage (i.e. achat de dollars au taux subventionné de *Sayrafa* puis vente des dollars sur le marché parallèle). Ces bénéfices représentent des pertes directes pour la BdL. Malgré le volume important de transactions sur la plateforme, l'objectif initial d'unifier les taux de change reste difficilement atteignable en raison du rationnement et de la pénurie de devises sur la

plateforme, ainsi que de l'absence d'un cadre macroéconomique crédible. En fin de compte, la plateforme a ajouté un taux de change supplémentaire à un système déjà complexe composé de multiples taux de change, ce qui crée de fortes distorsions et des comportements de recherche de rente.

## PALESTINE

### 1. PALESTINE EXCHANGE DEVIENT MEMBRE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA FÉDÉRATION DES ÉCHANGES EURASIENS.

La Palestine Exchange a été élue membre du Conseil d'administration de la Fédération des échanges européens et asiatiques, lors de la réunion annuelle de l'Assemblée générale de la Fédération qui s'est tenue dans la capitale arménienne Erevan.

### 2. LE SOLDE DES INVESTISSEMENTS INTERNATIONAUX S'ÉLÈVE À 3,3 MDS\$ À LA FIN DU 1<sup>ER</sup> TRIMESTRE 2023.

Un rapport périodique conjoint du Bureau central des statistiques et de l'Autorité monétaire a montré que le solde net des investissements internationaux de la Palestine s'élevait à 3,3 Mds USD à la fin du premier trimestre de cette année.

Le rapport indique que le total des actifs de l'économie palestinienne investis à l'étranger s'élève à 9,7 Mds USD, répartis entre les investissements directs étrangers (3%), les investissements de portefeuille (17%), les autres investissements (68%) et les actifs de réserve (12%).

D'autre part, les soldes totaux des passifs extérieurs (passifs) sur l'économie palestinienne (actions non résidentes investies en Palestine) se sont élevés à environ 6,4 Mds USD, répartis entre les investissements directs étrangers (53%), les investissements de portefeuille (14%) et les autres investissements (dont les plus importants sont les prêts et dépôts de l'étranger) d'environ 33%. Au niveau sectoriel, les investissements étrangers dans le secteur bancaire représentaient environ 37% du total des engagements extérieurs envers l'économie palestinienne.

### 3. AMÉLIORATION DE LA BALANCE COMMERCIALE EN AVRIL 2023.

Une baisse du déficit commercial de 20% a été observée en avril 2023 par rapport à mars 2023. Il a



également diminué de 15% par rapport à avril 2022 et a atteint 468,8 M USD.

Les exportations ont diminué en avril 2023 de -25 % par rapport à mars 2023, et ont augmenté de +1% par rapport à avril 2022, pour atteindre 112,4 M USD.

Les importations ont diminué en avril 2023 de -21 % par rapport à mars 2023 et ont également diminué de -13% par rapport à avril 2022, pour atteindre 581,2 M USD.

## SYRIE

### 1. LES PAYS DONATEURS S'ENGAGENT À VERSER 5,6 MDS € D'AIDE HUMANITAIRE À LA SYRIE.

Lors de la conférence de Bruxelles le 15 juin, les pays donateurs se sont engagés à accorder 5,6 Mds EUR de subventions pour l'aide humanitaire en Syrie. L'aide devrait permettre de venir en aide aux 15 millions de personnes qui vivent en Syrie, mais aussi de soutenir les États voisins qui accueillent des réfugiés syriens. Cette somme représente une baisse de -12,5% par rapport à l'année précédente, malgré l'augmentation des besoins de la population syrienne. Les organisations humanitaires, sous la direction des agences des Nations Unies, cherchaient en effet à mobiliser environ 10,25 Mds d'euros. Cette réduction de l'aide s'explique en partie par la fatigue générale liée à la situation en Syrie, ainsi que par la guerre en Ukraine et d'autres crises politiques en cours. De plus, seulement 10% des besoins humanitaires ont été satisfaits jusqu'à présent cette année, ce qui a entraîné la suspension de l'aide alimentaire à 2,5 millions de Syriens par le Programme alimentaire mondial.

Une fois de plus, l'Union européenne a été le principal pourvoyeur d'aide, avec 3,8 Mds EUR promis, dont 2,1 Mds EUR provenant de la Commission et 1,7 Md EUR provenant des pays

membres. Les États-Unis constituent également un donateur majeur. En revanche, les alliés du régime syrien tels que l'Iran, la Russie et la Chine ont apporté très peu d'aide.

LA DIRECTION GÉNÉRALE DU TRÉSOR EST PRÉSENTE DANS PLUS DE 100 PAYS À TRAVERS SES SERVICES ÉCONOMIQUES.  
POUR EN SAVOIR PLUS SUR SES MISSIONS ET SES IMPLANTATIONS : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

RESPONSABLE DE LA PUBLICATION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

RÉDACTEUR : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION  
(AMMAN, BAGDAD, JÉRUSALEM, LE CAIRE, TÉHÉRAN, TEL-AVIV)

CRÉDITS PHOTO : ©SER BEYROUTH